

## **Appel à la grève le 5 décembre.**

### **Les semences libres de droit ont besoin du service public au cœur de tous les territoires contre le contrôle de notre alimentation par les multinationales.**

Aujourd'hui, quatre multinationales de l'agrochimie détiennent plus de 60 % du marché mondial des semences. Elles étaient huit il y a sept ans. Bayer a racheté Monsanto, Dow et Dupont ont fusionné et créé Corteva, ChemChina a racheté Syngenta et BASF a racheté des parties de Bayer. Cette concentration rend possible le contrôle de toute la chaîne de l'alimentation par une poignée de multinationales, grandes pourvoyeuses de semences industrielles brevetées.

Ces multinationales sont aussi celles qui produisent des pesticides qui empoisonnent les insectes, notamment pollinisateurs, les aliments, l'air, les sols et les ressources en eau potable.

Aujourd'hui, la législation sur les semences est écrite par ces multinationales pour s'affranchir de l'État de droit. Voilà pourquoi le combat contre la privatisation du vivant est au cœur de l'engagement du métier des artisans semenciers.

**Ce combat pour renforcer une biodiversité cultivée et celui des fonctionnaires pour maintenir partout dans les territoires un service public de qualité sont interdépendants.**

En effet, pour progresser dans leur compréhension du vivant, les artisans semenciers ont notamment besoin d'une recherche publique indépendante des intérêts financiers et industriels, qui ne réduit pas le vivant à un code génétique et qui considère les artisans semenciers comme coproducteurs de connaissances.

Les artisans semenciers se retrouvent donc pleinement aux côtés des résistances à la destruction méthodique et systématique de tous les services publics de la recherche, comme de l'éducation et de la santé, mais aussi de la police, de la justice et des transports. La destruction des services publics facilite également l'évasion fiscale et les infractions aux droits du travail.

Sans services publics, le patrimoine commun de l'humanité que sont notamment les graines de variétés de population se restreint comme une peau de chagrin. Le maintien et le développement de services publics de proximité (avec des fonctionnaires et non des bornes !) sont indispensables pour promouvoir dans la diversité des territoires une alimentation saine, propre et juste, pour tous, une alimentation qui contribue à fixer le carbone dans le sol et à combattre le dérèglement climatique.

La réforme du système de retraites aura pour conséquence de devoir recourir aux systèmes privés pour compléter des pensions qui deviendront insuffisantes.

**Contre la privatisation de nos vies, de ce que l'on mange et de notre santé, la FSU Bretagne et le Syndicat des Artisans Semenciers appellent à la grève ce 5 décembre 2019.**

